

"*Tout l'art de la politique est de se servir des conjonctures.*" Louis XIV

Pourquoi la roupie se stabilise

Par Vishuene Vydelingum

La stabilisation actuelle de la roupie est soutenable sous certaines conditions. D'abord, stabilisation ne veut pas dire qu'on a un taux de change figé. Par stabilisation, on entend une évolution disciplinée du cours de change – appréciation ou dépréciation –, c'est-à-dire qui opère dans un écart considéré tolérable, et il n'y a pas de mouvements brusques.

Quand on parle de stabilisation de la roupie, c'est par rapport au dollar américain. C'est parce que, sur le marché local, le dollar est la seule devise où la loi de l'offre et de la demande joue son plein rôle. Les autres devises sont calculées par rapport aux fluctuations sur le marché international. Aussi, le dollar est la devise d'intervention de la Banque de Maurice (BoM), et nos réserves sont libellées en dollars.

Sentiments favorables à la roupie

"Soutenable" implique la durabilité. Donc, il est important d'y associer un facteur temps. De janvier à décembre 2005, le dollar a enregistré une dépréciation de 6,9%. De janvier à décembre 2006, la dépréciation du dollar a été de l'ordre de 8,5%. Certes, un taux de dépréciation supérieur à 2005 mérite d'être surveillé de près, mais il n'est pas alarmiste. Si on pousse l'analyse un peu plus loin, on constate que le dollar pour la période de janvier à juin 2006 était quasiment stable avec un taux de dépréciation dérisoire de seulement 0,6%. De juillet à décembre 2006, le dollar a affiché une dépréciation de 7,7%. Donc, plus de 90% de la dépréciation de la roupie pour l'année 2006 ont été

enregistrés uniquement au second semestre. Forcément, il a dû se passer quelque chose durant cette période.

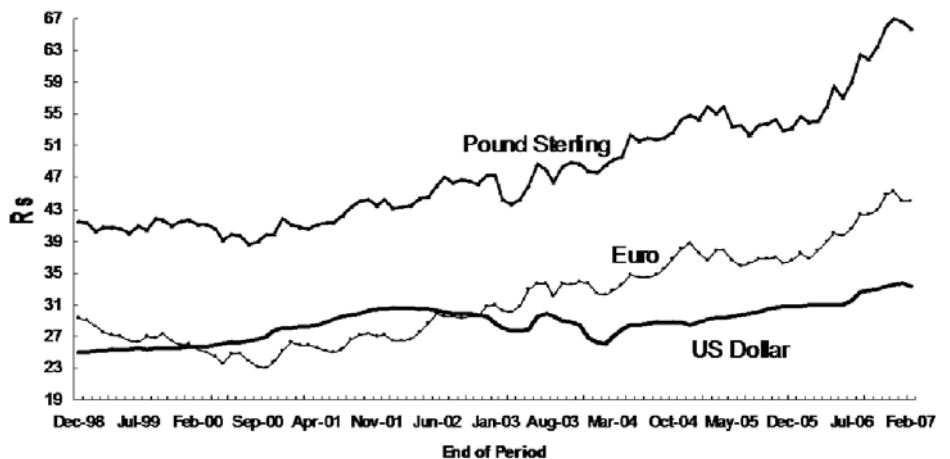
C'est très important de comprendre la genèse du problème de l'époque pour pouvoir juger de l'état actuel de la roupie. A partir de juillet 2006, les opérateurs sur le marché des changes ont constaté un accroissement de la demande locale des devises étrangères. Ce phénomène est directement lié à la facture de nos importations de pétrole et de ses dérivés, qui a eu un impact

considérable sur le compte courant de notre balance de paiements. Ce qui a exigé un ajustement des cours de change pour trouver l'équilibre entre l'offre et la demande de devises.

Le *Brent Oil* s'échangeait sur le marché international à US\$55 le baril début 2006. En juillet 2006, il se vendait à US\$74 avec un record de US\$79 en août, soit un accroissement de près de 38%.

Cont., on Pg 2

Exchange Rate of the Rupee



L'économie de la culture

Par Issa Asgarally

Les débats sur les contenus de la culture ne doivent pas supplanter ceux, non moins importants, sur son économie. Un livre, on ne le dira jamais assez, est avant tout un objet de plaisir, de culture, mais c'est aussi un produit dans lequel il faut investir un capital, qu'il faut diffuser et vendre, et qui doit générer des profits pour faire vivre tous ceux qui travaillent dans le secteur de l'édition et de la diffusion.

La culture n'a pas de prix, elle a un coût !

Le budget de la culture en France – où existe un ministère de la Culture qui est le modèle du ministère mauricien – n'a atteint le seuil symbolique de 1% dans le budget de l'Etat qu'une fois (et pendant un mois seulement) : en 1992. Il a oscillé entre 0,38% en 1960, sous le Général De Gaulle / André Malraux, et 0,93% sous François Mitterrand / Jack Lang.

Le financement public de la culture en 1990 se répartissait ainsi : 50,8% par les Communes, 1,2% par les Régions, 8,5% par les Départements, 21,9% par le ministère de la Culture et 16,3% par les autres ministères. L'effort des pouvoirs publics en faveur de la culture revient donc, pour plus de 50%, aux Communes. En quinze ans, ce sont elles qui ont le plus développé leur action.

Si l'on examine comment sont financées (en pourcentage) les différentes composantes de la culture, l'on constate que le ministère de la Culture finance le théâtre et les spectacles à 29,3%, le cinéma et l'audiovisuel à 4,4%, le développement culturel à 6,2%, les archives et les livres à 11%, les musées et les arts plastiques à 20,3%, le patrimoine à 17,9% et l'action de soutien à 10,9%.

A l'inverse, aux Etats-Unis, où n'existe pas de ministère de la Culture, sur les 104 milliards de dollars donnés par les Américains en 1968 au secteur qualifié de "philanthropique", 6,54%, soit 6,82 milliards de dollars, sont allés au domaine des arts, de la culture et des humanités.

A Maurice, le budget du ministère des Arts et de la Culture s'élevait à environ 59 millions de roupies en 1999/2000 alors que le budget national était de l'ordre de Rs 25,8 milliards, ce qui fait 0,23% du budget national. Le budget du ministère comprenait les salaires du personnel (19 millions), les subventions aux centres culturels (8 millions), à la Bibliothèque nationale (5 millions), à la MASA (1 million) et à la MFDC (2 millions), les *Cultural and Artistic Exchanges* (2,5 millions) et la *Promotion of Arts and Culture* (6,5 millions).

Pour des enquêtes nationales

L'on ne dispose pas de données sur l'apport financier du secteur privé à la culture à Maurice, aucune enquête nationale n'ayant été entreprise sur ce qu'on appelle les "industries culturelles". Celles-ci sont généralement définies par le fait de concourir technologiquement et économiquement à la création, à la production et à la diffusion d'un bien ou service culturel. Cette définition englobe à la fois les matériels audiovisuels (TV, Vidéo, Radio, Audio), les services audiovisuels (TV, Vidéo, Radio, Audio, Cinéma) et les autres services culturels (Presse, Livre).

Cependant, nous avons un point de repère sur la situation à Maurice, car nous avons pu obtenir en 1998 quelques données concernant l'industrie du livre ! Ainsi, la plus grande imprimerie de l'île en terme de chiffre d'affaires, la Mauritius Stationery Manufacturers Ltd, employait environ 275 personnes et le chiffre d'affaires s'élevait à Rs 155 millions. De cette somme, environ 30 millions avaient trait à l'édition de livres et de magazines.

L'une des plus grandes librairies et maisons d'édition, Les Editions du Printemps, brassait en 1998 un chiffre d'affaires de Rs 40 millions.

Cont., on Pg 2

Ses 45 employés s'occupent entre autres de la vente en gros de manuels scolaires, qui représentait 60% du chiffre d'affaires, et de l'édition de littérature mauricienne (5%). Bref, le poids économique d'une imprimerie et d'une librairie a atteint déjà Rs 195 millions, soit plus de trois fois le budget du ministère de la Culture!

Le sponsoring et le mécénat du secteur privé dans le domaine culturel doivent atteindre des sommets, si l'on songe que la subvention d'une banque (la Mauritius Commercial Bank) à la production d'un seul spectacle sur la Citadelle s'élève à au moins un million de roupies ! De nombreux événements culturels (publication de livres, production de pièces de théâtre ou de spectacles de variétés) ne pourraient être réalisés sans le soutien du secteur privé.

Cette situation rappelle celle des Etats-Unis, où les 170 millions de dollars du *National Endowment for the Arts* sont si dérisoires face aux 6,8 milliards de dollars que les déductions fiscales apportent aux activités artistiques et culturelles. Mais aux Etats-Unis, il n'existe pas de *ministère* de la culture !

Le mécénat culturel en France représente moins de 1% de la dépense culturelle publique. Le nombre d'entreprises mécènes est en stagnation : seules 1 200 ont été recensées en 2000 contre 1 000 dix ans plus tôt.

On peut donc dire que Maurice présente un modèle hybride dans le domaine de la culture : un ministère inspiré de celui de la France, mais sans les moyens financiers, ce qui fait que la vie culturelle est soutenue, comme aux Etats-Unis, par le sponsoring et le mécénat !

Il reste à déplorer l'absence d'enquêtes nationales sur le secteur culturel. Par exemple, sur les « pratiques culturelles ». Dans *L'Etude pluridisciplinaire sur l'exclusion à Maurice* (Imprimerie du Gouvernement, 1997), j'avais mené une enquête sur ces pratiques mais du point de

Cette substantielle augmentation de prix a forcément augmenté nos besoins en dollars pour honorer nos factures, d'où une pression sur la demande.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le pétrole s'échange à US\$60 le baril, soit une réduction assez substantielle par rapport à son prix le plus haut. Bien évidemment, le mouvement à la baisse du prix pétrolier est au bénéfice de la roupie, ce qui va provoquer une diminution de la demande. Cela va certainement renforcer la thèse de la roupie stable.

Le différentiel de taux d'intérêt détermine le taux de change

Quand on parle de la parité de taux de change, il est quasiment impossible de ne pas parler de taux d'intérêt. La relation est quasi directe. Plus important que le taux d'intérêt lui-même est le différentiel de taux d'intérêt. Comment se comparent les taux d'intérêt à Maurice par rapport aux taux d'intérêt dans d'autres pays ?

Ce qui nous intéresse, c'est le taux d'intérêt sur le marché local et le taux prévalant sur le marché américain. Depuis environ trois ans, nous avons assisté à une série d'augmentations de taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ces augmentations réduisent l'écart de taux qui existait entre les deux pays et ainsi rendent les investissements en roupies moins attractifs.

Depuis août 2006, la Réserve fédérale a freiné sa politique restrictive d'augmentation de taux. Parallèlement à Maurice, on a constaté un accroissement de taux d'intérêt sur le marché des dépôts. Il est aujourd'hui très facile de trouver des produits de dépôts bancaires qui rémunèrent plus

L'économie de la culture

Par Issa Asgarally - (Cont., from Pg 1)

vue de la réception : combien de répondants lisent ou vont au musée, au cinéma. Il faudrait disposer de données du point de vue de la création.

En France ils sont désormais des millions à jouer d'un instrument, à écrire, à danser ou à chanter alors qu'il y a vingt ans les mêmes se contentaient de laisser aux artistes professionnels le soin de leur faire partager le fruit de leur talent. Selon l'enquête sur les « Pratiques culturelles des Français » publiée par le ministère de la culture en 1997, plus d'un tiers des Français pratiquent en amateur une ou plusieurs activités culturelles. Un Français sur quatre sait jouer d'un instrument, 16% dessinent, 11% ont écrit un poème et 10% font de la peinture. Et à Maurice ? Silence assourdissant !

Création, diffusion et formation

En ce qui concerne les activités professionnelles, il faudrait avoir des données sur l'économie séquentielle qui, selon Jean-Michel Djian, est spécifique au secteur culturel. La première économie est celle de la *création* : chaque compagnie, chaque troupe est amené à créer un spectacle (théâtre, danse, chanson, musique classique, arts de la rue, cirque) et, pour ce faire, à rechercher les moyens financiers, publics ou privés, pour l'organiser.

En France, cette séquence économique repose essentiellement sur des dotations budgétaires publiques (Etat, collectivités locales) ainsi que sur les recettes liées aux entrées, marginalement sur des mécènes ou des sponsors. Il serait intéressant de savoir combien coûte la création d'un spectacle à Maurice, comment se fait le montage financier et combien il rapporte en fin de compte.

La seconde économie est celle de la *diffusion* : en prolongement de la création, de nombreuses

structures soutenues par les collectivités publiques ou par le secteur privé produisent et diffusent des spectacles. Par exemple, il faudrait recueillir des données sur l'organisation et le fonctionnement de diffuseurs comme l'agence Immedia et le réseau Otayo, les organisateurs de festivals artistiques ainsi que sur les lieux à vocation commerciale qui accueillent des manifestations culturelles.

Enfin, la troisième économie est celle de la *formation*. Ce secteur est partie intégrante du processus professionnalisant des artistes et des métiers qui leur sont adjacents. On sait que les formations sont largement impulsées par les pouvoirs publics et les organismes paritaires, en particulier pour la formation permanente.

Cependant, c'est l'Etat qui, en prenant à sa charge le coût de gestion des grands établissements de l'enseignement supérieur, donne l'exemple dans le domaine de la formation initiale. Ici, également, il faudrait savoir quelles sont les institutions publiques aussi bien que privées qui assurent la formation des artistes dans le domaine de la danse (moderne ou classique) et comment elles sont financées.

Bref, l'absence de données fiables sur les pratiques culturelles et sur l'économie de la culture, provenant d'enquêtes rigoureuses sur le terrain, explique en partie le fait que le ministère de la Culture, créé en 1982, manque toujours d'une grande ambition, d'un projet cohérent pensé, proposé et discuté avec les citoyens avant les élections générales, et de moyens appropriés pour le mettre en oeuvre !

Issa Asgarally, docteur en linguistique de l'Université Paris V-René Descartes et Professeur Associé au Mauritius Institute of Education, est l'auteur de L'interculturel ou la guerre (2005) et de L'île Maurice des cultures (2006), présente le magazine télévisé des livres « Passerelles » et édite la revue « Italiques ».

Pourquoi la roupie se stabilise

Par Vishuene Vydellingum - (Cont., from Pg 1)

de 10%.

Cela est indiscutablement un élément capital pour inciter les déposants à opter pour un investissement en roupies au lieu d'un investissement en devises. Cela réduit définitivement la demande de devises étrangères, donc favorise une stabilisation de la roupie.

L'investissement direct étranger est capital

Quand on a un déficit courant, il est très important de se tourner vers d'autres items de la balance des paiements. L'investissement direct étranger est et sera d'importance capitale. L'investissement direct dans le Seafood Hub est prévu d'augmenter de 30%, de Rs 773 millions en 2006 à Rs 1 milliard en 2007.

Une accélération de la croissance des secteurs des technologies de l'information et de la communication et du Business Process Outsourcing est aussi attendue. De plus, on espère recevoir des flux de capitaux importants dans le secteur du tourisme et des projets sous Integrated Resorts Scheme.

Mieux encore, avec l'augmentation des taux d'intérêt locaux, Maurice devient attrayante aux *Emerging Market Funds*. Hormis le Zimbabwe qui n'est pas comparable, le rendement local se compare maintenant avec les pays africains qui nous faisaient de l'ombre dans le passé. Au

Botswana, le taux sur les bons de Trésor est de 12,15% contre un pula qui a subi deux dévaluations cumulées de 10,3%. Le Ghana et la Tanzanie ont le même taux de rendement avec un taux de dépréciation de leur monnaie supérieur à celui de la monnaie mauricienne : cela joue en faveur d'une roupie stable.

Certainement le plus important est qu'il existe une réelle volonté de la part de la Banque de Maurice et des autres autorités à assainir la situation des devises. Il existe un dialogue continu entre la BoM et les opérateurs pour assurer une fluctuation de cours disciplinée.

La BoM, hormis les réunions et dialogues réguliers, est intervenue sur le marché des changes de manière régulière : elle a injecté 139 millions de dollars l'an dernier. L'efficacité de la BoM à stabiliser la roupie est indéniable : 110 millions de ce montant total ont été vendus sur le marché local pendant la période d'août à décembre 2006.

La roupie a gagné quelque 29 sous vis-à-vis du dollar de fin décembre 2006 à fin février. L'appréciation de la roupie est en elle-même un enjeu capital. Outre les indicateurs économiques, il existe quelque chose de crucial qu'on appelle le sentiment. Avec cette appréciation, la roupie a eu un regain de confiance. Les exportateurs commenceront à vendre leurs devises et ainsi influencer l'offre. Maintenant que l'offre s'accroît et que la demande se contracte, il est possible que la roupie ait le vent en poupe.

Vishuene Vydellingum est Regional Treasurer Indian Ocean de la Barclays Bank.

Insolentes performances américaines

Par Jean-Yves Naudet

On comprend que les Etats-Unis puissent irriter les adversaires du capitalisme. Alors même que certains experts pronostiquaient une récession, les derniers résultats enregistrés Outre-Atlantique sont insolents pour l'Europe, et pour la France qui est en panne de croissance. L'Amérique étonnera toujours.

Pourtant, comme pour toutes les autres, l'économie américaine n'est pas à l'abri de revirements politiques. Si les autorités fédérales ont tenu sur le front de la monnaie, elles ne résisteraient pas durablement à l'expansion des dépenses publiques et, pire encore, à la flambée de protectionnisme que les démocrates ont apportée au Congrès.

3,5% de croissance au quatrième trimestre

La vie économique est faite de changements permanents. La croissance est le conflit de l'évolution du « vieux et du neuf », de ce qui se crée de nouveau et de ce qui disparaît. Il est donc normal qu'il y ait des « fluctuations économiques ». Elles peuvent atteindre certaines entreprises ou certains secteurs, tandis que les autres continuent leur chemin, mais parfois sous l'influence des politiques macroéconomiques, ou sous l'effet d'une rigidité des marchés du travail et des capitaux, elles peuvent concerner l'ensemble de l'activité économique.

La plupart des experts s'attendaient à une récession générale pour l'année 2006. Certains signes avant-coureurs pouvaient inquiéter : la bulle immobilière était allée trop loin, le marché devait se retourner, et c'est ce qui s'est passé : le marché de l'immobilier résidentiel s'est contracté à un rythme de près de 20%. De même, les restructurations ont été nombreuses dans l'automobile, chez General Motors, Ford et Chrysler et ce secteur a été en recul sensible : cela devait peser sur la croissance générale.

Mais, pour l'instant, l'effondrement général ou l'« atterrissage en douceur » non seulement ne s'est pas produit, mais l'économie américaine affiche à nouveau une santé globale insolente. Après s'être effectivement ralenti au second et troisième trimestres, la croissance s'est de nouveau accélérée au quatrième trimestre 2006. En rythme annuel, elle est de 3,5%, soit sensiblement plus d'un point de plus qu'en Europe.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 3,4%, contre 3,2% en 2005 ; pas vraiment un effondrement. Non seulement la consommation a augmenté de 4,4%, mais surtout les exportations ont progressé de 10% : pour un pays que l'on présente comme à genoux face à la concurrence étrangère, notamment chinoise. Wall Street ne manque pas de saluer ces bons résultats.

Rigueur monétaire et création d'emplois

La peur de la récession avait conduit certains à réclamer de la Fed un encouragement à l'économie, dans la grande tradition keynésienne : une baisse du taux d'intérêt ne serait-elle pas bienvenue pour stimuler la croissance et prévenir toute inversion conjoncturelle ? Mais la Réserve fédérale a pris tout le monde à contre-pied en refusant une politique purement conjoncturelle ; elle a maintenu ses taux d'intérêt inchangés, le principal taux directeur restant à 5,25%, et elle a indiqué qu'elle restait vigilante face aux risques de tension inflationniste (même si l'inflation mesurée par l'indice des prix des dépenses personnelles est contenue à 2,1%), et qu'elle pourrait même à terme resserrer sa politique monétaire : pas exactement la politique monétaire conjoncturelle attendue par les keynésiens.

Mais c'est la vigueur de l'emploi qui, une nouvelle fois, a surpris tous les observateurs. Les chiffres ont même été révisés à la hausse et *Le Figaro* résume la situation en titrant « L'Amérique crée plus d'emplois qu'elle ne le pense ». D'octobre à décembre, le département du travail a corrigé à la hausse les résultats, découvrant 124 000 emplois de plus qu'annoncés précédemment. En novembre et décembre, il y a eu chaque mois environ 200 000 emplois créés.

Résultat : le taux de chômage est désormais à 4,6% de la population active, chiffre qui relativise sensiblement nos cocoricos à propos du taux de chômage français (8,6%, presque le double). Mieux encore, on vient à nouveau de réviser les chiffres pour 2005, découvrant 754 000 emplois de plus que l'on avait oublié de comptabiliser.

Inquiétudes pour les finances publiques, et flambée de protectionnisme

Pourtant, nous sommes inquiets pour les Etats-Unis et cela pour deux raisons. La première concerne le budget. Certes, Bush a sensiblement baissé les impôts. Depuis son arrivée, les revenus moyens après impôts ont augmenté de 9,6%. Voilà qui a déclenché un effet Laffer : la baisse des taux a encouragé les Américains les plus dynamiques, et la hausse du PIB a gonflé les recettes fiscales et réduit le déficit.

Mais hélas les dépenses publiques sont toujours trop élevées et, si des réformes de fond ne sont pas mises en œuvre, en particulier pour les dépenses sociales, la hausse de celles-ci risque d'être explosive et de menacer tout l'équilibre du pays. Bush pourra-t-il faire en moins de deux ans les réformes nécessaires, face à un Congrès démocrate ?

Le deuxième motif d'inquiétude, c'est que la

nouvelle majorité démocrate dans les deux chambres est traversée de forts courants protectionnistes. Le président Bush cherche à contourner l'obstacle et il a déclaré que « *couper l'Amérique du commerce mondial serait un désastre pour notre économie* ». Mais de son côté, représentant bien la base démocrate, le président de la Commission des finances du Sénat, Max Baucus, a déclaré que « *beaucoup s'inquiètent profondément et légitimement des effets de la mondialisation* ».

Le Congrès ne veut plus laisser carte blanche au Président pour relancer les négociations de l'Organisation mondiale du commerce, et il pose ses conditions, par exemple l'obligation faite aux partenaires des Etats-Unis de respecter le droit social et l'environnement ou la lutte renforcée contre le déficit commercial. *Le Figaro* titre : « Libre-échange : l'Amérique tentée par le repli ». Et cela d'autant plus qu'il y a quelques protectionnistes même chez les républicains.

Quant aux démocrates, ils sont très proches des syndicats, qui sont les champions du protectionnisme. Le directeur du centre d'études de la politique commerciale du Cato Institute, Daniel Griswold, affirme, pour le déplorer : « *Le nouveau Congrès sera plus protectionniste* ».

Certains vont jusqu'à imaginer que le cycle de Doha puisse être gelé jusqu'aux prochaines présidentielles américaines. Ce retour du protectionnisme serait une mauvaise nouvelle, non seulement pour l'Amérique, mais pour le monde entier : le protectionnisme est le plus court chemin vers la récession économique.

Jean-Yves Naudet est professeur d'économie à l'Université d'Aix-Marseille III.

La compétence, cet intangible au service de la croissance

Par Jérôme Fabre

La recherche sur les mécanismes de la croissance d'une nation a pendant longtemps été la préoccupation fondamentale des économistes néo-classiques sans doute parce qu'elle se donne pour ambition le développement de la production et du bien-être humain.

Depuis l'ouvrage fondateur d'Adam Smith au titre explicite *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* publié en 1776 et qui reste toujours d'actualité, force est de constater que sociologues et économistes et bien d'autres se partagent désormais le marché du savoir sur les mécanismes de croissance.

En choisissant la modestie devant la complexité du phénomène, c'est en la qualité de sociologue-économiste du travail et en la qualité de praticien dans cette épure de société qu'est l'entreprise que nous analyserons succinctement la pierre de voûte de la gestion des ressources humaines, à savoir la compétence, élément que les économistes appellent le « capital humain », sur lequel repose son développement.

Le capital, un concept très large

A la question simple des causes de la croissance économique, réponse complexe ! La recherche sur les théories de la croissance fait état d'un véritable changement de paradigme depuis les années quatre-vingt. Schématiquement, avant ce tournant, suite aux travaux de l'économiste Robert Solow (1956), le taux de croissance de l'économie dépendait du taux de croissance démographique et du taux de croissance, *éléments tangibles* par excellence car quantifiables, de la productivité du travail. Toutefois, le progrès technique portant sur le travail est parachuté de manière *exogène* et restait encore inexpliqué ! La sophistication de la technique devrait avoir pour corollaire la professionnalisation des utilisateurs.

Dans le souci de faire feu de tous bois pour combler le « retard » des pays nouvellement « indépendants » dont la République mauricienne, tout en renforçant leurs désirabilités pour encourager l'investissement direct étranger, force est de constater que dans cette historicité mitigée d'autonomisation, la croissance fait l'objet de tant de convoitise et n'échappe pas aux logiques de marche ni au mode international.

Après la course aux différents hubs, dans cette logique de marché où il paraît nécessaire de tout capitaliser, les *éléments intangibles* font également l'objet de mobilisation dans cette perspective de développement d'une production (semi)-endogène.

Il en est ainsi du « capital public » de l'Etat qui se réfère aux infrastructures publiques et a ses externalités (réseaux de transport, télécommunications, sécurité sociale, électricité) par delà leurs effets pervers comme les congestions routières. Le « capital innovation » en est un autre exemple qui se mesure ici par le taux d'investissement dans la recherche et développement qui est au cœur du processus de croissance. Autre élément intangible, le « capital humain », ce que les pays post-industrialisés appellent « sociétés du savoir ».

Par opposition à la théorie traditionnelle qui identifie une seule source de croissance comme étant l'accumulation du « capital physique » proche des explications naturalistes et de leurs déviations, le « capital humain » selon l'économiste Robert Lucas (1988) devient un nouveau facteur de production de l'économie. La notion de capital humain renvoie à un concept très large qui englobe tant le niveau d'éducation et de qualification que de « capital santé ou hygiène ».

Cette nouvelle approche largement utilisée dans la pratique de gestion des ressources humaines (GRH) au sein des organisations dites apprenantes témoigne de l'arbitrage entre le temps reparté entre les activités de production et de formation de chaque collaborateur, selon l'économiste Gary Becker. Autrement dit, la croissance de long terme serait le fruit d'un arbitrage réalisé par les acteurs socio-économiques : consommer moins aujourd'hui pour affecter davantage de ressources à l'éducation et ainsi produire et consommer plus dans le futur. Mais que traduit-elle empiriquement ?

Les trois dimensions de la compétence

Les praticiens en entreprise performante témoignent de leur volonté de faire de la compétence le levier du capital humain. A la différence du personnel management des années soixante-dix, le facteur humain n'est plus un coût à réduire mais une ressource à développer.

Si les sociologues affirment avec force qu'il n'y a de ressources que d'hommes, cette ressource déborde le cadre physique (une main) pour devenir « intelligent », douée de création et de capacité de débrouille devant des situations imprévues en atteignant l'objectif, et fait preuve de prise d'initiative, d'autonomie et de responsabilisation (une tête) tout en mobilisant aussi sa propre subjectivité, ses émotions par l'appropriation du travail (un cœur).

A la différence des logiques de poste et de qualifications, les logiques de compétences placent l'homme dans sa complexité au centre du développement des entreprises.

En outre, les praticiens en entreprise mettent en avant que la compétence puise sa force dans trois dimensions. Tout d'abord, la *dimension planificatrice* émerge à travers des stratégies familiales ou sociales sur l'investissement scolaire des étudiants pour constituer leur *savoir* (acquis à l'école, à l'université) par la certification. Ensuite, la *dimension technique* reflète l'opérationnalisation des savoirs précédemment acquis par l'expérience du travail pour constituer le *savoir-faire*.

Enfin, la *dimension sociale* de la compétence fait état du *savoir-être* dont l'attitude, des interactions interpersonnelles, des reconnaissances sociales, via les formes d'évaluation, de recrutement et de formations qui mesurent la contribution de chaque collaborateur au développement de l'entreprise.

Or la compétence est humaine par définition. Par homologie, dans le même sens que l'homme est mortel, les compétences sont mortelles. Celles-ci s'accompagnent avec l'expérience humaine. Les compétences naissent, évoluent, et meurent si elles ne sont pas entretenues par l'apprentissage différencié. C'est la raison pour laquelle il existe plusieurs modes de développement des compétences en entreprise dont la formation et le coaching.

Si dans une perspective stratégique, on ne peut améliorer que ce qu'on mesure, la gestion par les compétences fait état de deux phénomènes. Il s'agit d'une part de juxtaposer des pratiques dites universelles et rationnelles des *best practices* de gestion à d'autres états de rationalités des cultures nationales et, d'autre part, à la transformation en instrument mesurable de ce qui paraît intangible mais qu'on peut considérer comme l'épicentre du développement de l'entreprise.

Enfin, si les pratiques de GRH n'échappent pas aux logiques de marché et de mode international, à l'instar du développement de la culture de la virtualité réelle des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur les pratiques de GRH, la question que nous pouvons nous poser est de savoir si nous n'assistons pas à l'éclosion d'une *économie de l'immatériel*.

Jérôme Fabre, docteur en gestion des ressources humaines, est sociologue-économiste du Travail dans le secteur privé.